

Communiqué du groupe socialiste du Sénat

Le groupe socialiste du Sénat, devant le manque d'envergure et les insuffisances du Mécanisme Européen de Stabilité (MES) proposé par l'Europe conservatrice, a choisi de s'abstenir.

Si le texte proposé est un premier pas vers un pare-feu indispensable, ses conditions de fonctionnement ne répondent pas aux enjeux européens. Pour les sénateurs socialistes, il faut impérativement :

- Renforcer la force de frappe financière du MES, bien au-delà des 500 milliards d'€ programmés, pour une réelle marge de manoeuvre,
- Octroyer au MES une licence bancaire, pour permettre son refinancement auprès de la banque centrale européenne,
- Conjuguer le MES à une politique de croissance, fixant des objectifs contraignants, pour envisager le remboursement de la dette des Etats en difficulté grâce au développement économique et à l'emploi,
- Renforcer le contrôle démocratique, avec notamment l'implication des Parlements dans la mise en place des mécanismes de sauvetage

Or le texte proposé soumet les instruments de solidarité à une austérité budgétaire brutale, celle du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance dans l'Union économique et monétaire (TSCG). Ce alors qu'on voit chaque jour un peu plus les ravages au sein de la population grecque de la course à l'austérité imposée par la conjugaison du FMI et de l'UE. Les sénateurs socialistes ont donc opté pour l'abstention pour mieux envisager, demain, une nouvelle négociation avec l'ensemble des partenaires européens de la France pour une réorientation de l'Union qui conjugue solidarité, discipline budgétaire et croissance.

.